

Bulletin du FMI

SOMMET DU G-20 DE PITTSBURGH

Le G-20 plaide pour la poursuite des mesures de relance face à la crise et pour un rééquilibrage de la représentation au FMI

Bulletin du FMI en ligne
25 Septembre 2009

- D'après le G-20, le processus de rétablissement n'est pas encore achevé
- Le G20 souhaite un redéploiement d'au moins 5 % de la représentation au sein du FMI
- Les pays du G-20 s'accordent sur l'instauration d'un cadre de nature à assurer une croissance solide, soutenue et équilibrée

À leur sommet de Pittsburgh, les dirigeants du groupe des 20 pays industrialisés et émergents les plus dynamiques (G-20) se sont engagés à poursuivre sans relâche les politiques énergiques mises en œuvre pour contrer les effets de la crise économique mondiale et à apporter un soutien politique résolu à un transfert d'au moins 5% de la représentation au FMI au profit des pays dynamiques en transition et en développement.

Dans un communiqué, les dirigeants du G-20 ont estimé que la riposte énergétique mise en œuvre face à la crise avait contribué à empêcher un ralentissement brutal de l'activité mondiale, dont les effets auraient été catastrophiques, et à stabiliser les marchés de capitaux. La production industrielle est repartie à la hausse dans la quasi-totalité des pays, et les échanges internationaux amorcent une reprise. Les dirigeants ont cité l'analyse du FMI, qui prévoit une croissance de près de 3% l'économie mondiale d'ici à la fin de l'année.

[Lors de leur réunion du 25 septembre](#), les dirigeants ont annoncé leur décision d'institutionnaliser le G20 comme «le forum prioritaire pour notre coopération économique internationale». Ils se sont aussi accordés pour continuer de renforcer la régulation du système financier international et la protection des consommateurs, des clients des banques et des investisseurs contre les pratiques commerciales abusives, et d'inciter les banques à recommencer à accorder des crédits aux particuliers et aux entreprises. Ils ont invité le FMI à aider le G20 à réfléchir à l'articulation entre les dimensions nationale et régionale des politiques économiques.

Dans le même temps, ils ont renouvelé leur engagement à l'égard des pays les plus pauvres, ajoutant que «les mesures destinées à réduire l'écart de développement peuvent constituer un puissant moteur pour la croissance mondiale».

M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international, a salué le soutien réaffirmé du G-20 au FMI et noté que les dirigeants avaient réitéré leur engagement de parvenir à un accord avant janvier 2011 sur la question des quotes-parts. «Les réformes décidées en avril 2008 sur les quotes-parts et la représentation constituaient une première étape pour renforcer le poids des pays émergents et en développement. L'engagement pris

aujourd'hui de changer la répartition des quotes-parts pour en transférer au moins 5% aux pays au profit des pays émergents et en développement dynamiques jugés sous-représentés, tout en protégeant les droits de vote des pays les plus pauvres, est à cet égard jugé décisif. Cette décision, qui marque un tournant historique, de même que l'affirmation du G-20 comme une instance privilégiée de coopération économique internationale, vont jeter les bases d'un partenariat approfondi entre pays émergents et en développement et pays avancés sur le plan de la politique économique mondiale», a déclaré M. Strauss-Kahn.

Des engagements tenus

Les dirigeants du G-20 ont noté que, comme ils s'y étaient engagés, les ressources à la disposition du FMI pour combattre les crises ont été multipliées par trois. «Cet engagement, ainsi que certaines mesures innovantes prises par le FMI, comme la création de dispositifs permettant une utilisation efficace et flexible de ces ressources, ont contribué à atténuer les risques à l'échelle mondiale. Les capitaux reviennent vers les économies émergentes», constate le communiqué.

Les dirigeants ont estimé que la réponse apportée collectivement à la crise a mis en évidence à la fois les avantages de la coopération internationale et le besoin de légitimité et d'efficacité du FMI. «Le FMI doit jouer un rôle majeur dans la promotion de la stabilité financière mondiale et le rééquilibrage de la croissance. Nous saluons la réforme des mécanismes de prêt du FMI, notamment la création de la nouvelle [ligne de crédit modulable](#).»

Le FMI doit continuer de renforcer sa capacité à aider ses pays membres à faire face à la volatilité de la finance mondiale, en atténuant les répercussions économiques des variations brutales des flux de capitaux et en réduisant le besoin d'une accumulation excessive de réserves de changes dont font état certains pays. «À mesure que la reprise se confirmera, nous œuvrerons ensemble pour renforcer la capacité du FMI à exercer avec équité, intégrité et indépendance une surveillance des risques qui pèsent sur l'économie mondiale et le système financier international».

S'agissant de la mise en œuvre du nouveau *Cadre pour une croissance solide, soutenue et équilibrée*, les dirigeants du G-20 ont sollicité le soutien du FMI, qui devra surveiller les politiques économiques des pays et leurs implications collectives sur la stabilité financière et sur l'ampleur et la structure de la croissance mondiale. Ils ont salué les mesures de nature à renforcer les ressources du FMI, à améliorer la liquidité mondiale grâce à l'allocation de [droits de tirage spéciaux](#) (DTS), ainsi que la décision de renforcer l'aide aux pays à faible revenu.

- ***Une assise financière plus solide.*** Les membres du G-20 s'engagent à verser plus de 500 milliards de dollars pour les [Nouveaux accords d'emprunt](#) destinés à financer les prêts d'urgence octroyés par le FMI.
- ***Allocation de DTS.*** Le FMI a octroyé [un total de 283 milliards de dollars de DTS](#), dont plus de 100 milliards viendront s'ajouter aux réserves existantes des pays émergents et en développement.

- **Une aide pour les pays à faible revenu.** [Le produit de la vente convenue d'une partie des réserves d'or du FMI](#), en application du nouveau modèle de financement du FMI, auquel s'ajouteront des apports de fonds de sources internes et d'autres provenances, aboutiront à plus que doubler la capacité du FMI d'accorder des prêts concessionnels à moyen terme.

Une réforme décisive de la gouvernance

Le G-20 a déclaré que la modernisation de la gouvernance du FMI est essentielle pour améliorer sa crédibilité, sa légitimité et son efficacité. «Nous reconnaissons que le FMI doit toujours fonctionner suivant un système de quotes-parts et que la répartition de ces quotes-parts doit refléter le poids relatif de ses membres dans l'économie mondiale, mais cet équilibre s'est transformé sous l'effet de la forte croissance réalisée par les pays en transition et en développement les plus dynamiques ».

Les dirigeants du G-20 se sont dits favorables «à un transfert d'au moins 5% de [quotes-parts](#) des pays surreprésentés vers des pays en transition et en développement dynamiques, qui sont eux sous-représentés, en prenant comme point de départ la [formule de calcul actuelle](#).» Les dirigeants ont aussi dit leur souci de préserver les droits de vote des pays les plus pauvres au sein du FMI.

Qui fait partie du G-20 ?

Le [G-20](#) comprend l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, Brésil, Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie, auxquels s'ajoute l'Union européenne. Pour assurer la coordination des [forums et des institutions économiques mondiales](#), le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque Mondiale, ainsi que les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale participent également, ex officio, aux réunions du G-20.

L'ensemble des pays membres représente environ 90 % du produit national brut mondial, et deux tiers de la population de la planète.

Actuellement, la répartition des quotes-parts entre pays avancés et pays émergents et en développement est environ de 60/40.

Les dirigeants du G-20 ont appelé à une accélération des travaux pour que soient menées à bien les réformes relatives aux quotes-parts du FMI. Dans ce cadre, ils sont convenus qu'un certain nombre de points critiques restent à régler, parmi lesquels :

- Le montant de l'éventuelle augmentation générale des quotes-parts, qui pourrait faciliter le changement de la répartition;
- La taille et la composition du Conseil d'administration et les moyens de le rendre plus efficace;
- L'implication des gouverneurs dans la surveillance stratégique du FMI;
- La diversité du personnel, qui doit être accrue.

Dans le cadre d'une réforme globale, ils sont convenus que les dirigeants et les hauts responsables de toutes les organisations internationales doivent être désignés suivant un processus ouvert, transparent et fondé sur le mérite.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* (www.imf.org/imfsurvey).